

# Sur le dos du peuple vietnamien

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

JEUDI 29 JUILLET 1954

Cinquante-sixième année. — N° 394

Le numéro : 20 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE  
RÉDACTION-ADMINISTRATION : 145, quai de Valmy, Paris (10<sup>e</sup>)  
C.C.P. R. JOULIN — PARIS 5561-76

SECTION DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE LIBERTAIRE

ABONNEMENTS  
FRANCE-COLONIES : 52 n<sup>o</sup>s : 1.000 fr.  
26 n<sup>o</sup>s : 500 fr. ; 13 n<sup>o</sup>s : 250 fr.  
AUTRES PAYS : 52 n<sup>o</sup>s : 1.250 fr.  
26 n<sup>o</sup>s : 625 fr.  
Pour tout changement d'adresse joindre  
30 francs et la dernière bande

# MENDES-FRANCE, MOLOTOV, EDEN et BEDEL-SMITH se sont mis d'accord pour améliorer le dispositif de guerre des deux blocs

**A**INSI, à l'échéance prévue, Mendès-France a rapporté de Genève, la paix bourgeoise qu'il avait promise : les intérêts financiers sont sauvagardés et stratégiquement c'est une ligne de défense plus rationnelle « contre le communisme », comme ils disent, qui a été établie.

En apparence, le Vietminh l'empêtre. Il obtient la région la plus peu plée, le Nord-Vietnam avec le riche delta du Tonkin, les mines de charbon et les meilleurs ports. Mais en fait, il est frustré de ses victoires et le

peuple vietnamien n'aura montré tant d'héroïsme que pour devenir une marchandise disputée entre les deux blocs : c'est l'unité du Vietnam qui devient problématique, c'est la liberté et la marche vers le socialisme qui sont brutalement stoppées. La lutte à outrance devrait donner la seule paix possible : le départ du corps expéditionnaire. Or, c'est la « paix en Indochine », édition Molotov, qui a prévalu et *L'Humanité* a pavé : sur le dos des véritables intérêts du peuple vietnamien, au profit d'une remise en ordre des dispositifs de guerre des deux blocs.

## Les profits capitalistes sauvés

Car la nouvelle carte de l'Indochine n'est favorable au Vietminh que dans une mesure bien réduite : la région qu'il contrôle est la plus riche mais surpeuplée, à tel point qu'elle manque du riz que la Cochinchine restée sous le contrôle français produit en excédent. La plupart des riches plantations de caoutchouc restent aussi sous le contrôle français. Ce qui peut paraître contradictoire, ce qui le serait dans une économie rationnelle, mais

ce qui est normal dans le cadre de l'exploitation capitaliste, c'est que le Sud qui reste sous le contrôle français est moins riche mais plus rentable : moins peuplé, il produit des marchandises en excédent, et les profits y sont élevés.

Au reste, le gouvernement vietnamien a déclaré qu'il souffrait d'un manque d'équipement et qu'il entendait continuer avec la France toutes les transac-

tions commerciales et respecter les intérêts français dans la zone qu'il contrôle.

L'opération Mendès-France, n'ou-

blions pas que c'est dans le cadre d'une défaite militaire sans précédent, est donc une excellente chose pour la sauvegarde des profits capitalistes.

et tous les prétextes seront bons pour déclencher de nouveau les hostilités ou maintenir l'occupation française.

Qui peut croire sérieusement que le bloc abandonne dans dix ans ce qu'il a fait tant d'efforts pour conserver aujourd'hui ?

Ce sera comme le départ des troupes britanniques d'Egypte toujours révolte malgré tous les traités et toutes les promesses.

On comprend pourquoi les critiques d'Eisenhower sont si atténues, pourquoi les U.S.A. n'ont pas monté une hostilité absolue au compromis et pourquoi Bedel-Smith à sa descente d'avion à Washington s'est félicité des résultats et a déclaré « Nous nous en tirons au mieux ».

## Le dispositif de guerre renforcé

Sur le plan militaire, le Vietminh a dû abandonner la revendication minimum du 13<sup>e</sup> parallèle au profit du 17<sup>e</sup> parallèle qui donne au bloc occidental non seulement des richesses supplémentaires (caoutchouc), mais surtout une ligne stratégique plus facile correspondant au plan britannique de défense du Sud-Est asiatique, plan axé sur Saigon-Bangkok-Singapour. La perte du port de Haiphong n'a pas de trop grosses conséquences dans ce plan d'ensemble. Enfin, pratiquement, le Cambodge tombe sous le contrôle sans discussion des Etats-Unis, comme son voisin le Siam, et le Laos sera contrôlé par une mission militaire et des bases françaises. Ces deux Etats pourront, de plus, s'ils s'estiment en danger (et on sait à quelles interprétations cela peut conduire), demander l'aide de puissances étrangères.

Ainsi, à n'importe quelle occasion,

les U.S.A. pourront voler au secours du Cambodge et du Laos comme ils volonté récemment au secours des rebelles au Guatemala.

N'oublions pas que les troupes fran-

caises d'occupation resteront à l'effec-

tif actuel jusqu'aux élections de juillet 1955, si elles sont favorables au

Vietminh. Or, d'ici-là, en deux ans,

toutes les provocations peuvent être

montées, tous les truquages préparés,

et tous les prétextes seront bons pour déclencher de nouveau les hostilités ou maintenir l'occupation française.

Qui peut croire sérieusement que le bloc abandonne dans dix ans ce qu'il a fait tant d'efforts pour conserver aujourd'hui ?

Ce sera comme le départ des troupes britanniques d'Egypte toujours révolte malgré tous les traités et toutes les promesses.

On comprend pourquoi les critiques d'Eisenhower sont si atténues, pourquoi les U.S.A. n'ont pas monté une hostilité absolue au compromis et pourquoi Bedel-Smith à sa descente d'avion à Washington s'est félicité des résultats et a déclaré « Nous nous en tirons au mieux ».

La politique Mendès-France n'aura pas été seulement le meilleur moyen de défendre les intérêts de la bourgeoisie, dans le sens du renforcement des blocs et de la répression en Afrique du Nord mais également dans le sens d'une exploitation accrue des travailleurs français.

Dans sa déclaration à l'Assemblée, Mendès-France l'a dit, des difficultés économiques vont naître du « Cessez le feu ». Par quoi remplacer la production pour une guerre ? Un gouvernement bourgeois n'a pas d'autre issue que de la remplacer par la production pour une autre guerre. Et on fera la guerre en Afrique du Nord, et on conservera l'essentiel des crédits militaires pour l'Europe. Et les travailleurs français auront sur le dos les unités de choc d'une armée réactionnaire accrue. Plus de grèves, plus de revendications ; le plan économique de Mendès-France est connu d'avance : Mendès-France va demander aux travailleurs d'être « compréhensifs », « d'attendre », de « produire » même s'il y a du chômage. Et la misère ne fera que s'étendre.

Criminels, ceux qui, dirigeants du P.S. ou du P.C.F. ont voulu faire croire aux ouvriers que Mendès-France était leur défenseur ou un moindre mal.

Ce sera l'honneur de la F.C.L. d'avoir crié même lorsque personne ne voulait nous entendre : « Mendès-France, autre Lanier ».

Aujourd'hui que les yeux s'ouvrent, et demain plus encore, notre tâche de révolutionnaires devient plus facile : montrer que les travailleurs n'ont pas à choisir entre les diverses équipes de la bourgeoisie, que c'est seulement par l'action directe, vers la Révolution, que passe le chemin du vrai communisme.

LIB

## Une bonne affaire pour le capitalisme

**L**A semaine dernière nous avions titré notre éditorial : Mendès-France au service des banques.

Les faits de la quinzaine viennent encore confirmer que nous avions raison.

La paix de Genève n'est pas une victoire ouvrière, mais la bouée de sauvetage du capitalisme français qui était à la veille du plus grand désastre de son histoire.

Le prolétariat indochinois est vaincu dans sa lutte révolutionnaire contre le colonialisme français et Malenkov-

Molotov dont l'application des principes de la coexistence pacifique des régimes stalinien et capitaliste vient d'être clairement démontée. Après l'abandon de Markos en Grèce, l'abandon de Ho Chi Minh en Indochine vient de confirmer la trahison totale des dirigeants staliniens à la cause du prolétariat révolutionnaire. Que les dirigeants de la C.G.T. et du P.C.F. — siamois — pavoisent leurs sièges de loques versillaises, vient de plus sanctionner leur sacro-sainte dévotion aux maîtres du Kremlin. Les travailleurs n'est pas notre paix. Ainsi, à n'importe quelle occasion,

des accords de Genève. Les 500 millions dépensés chaque année pour assassiner le prolétariat indochinois ne seront pas déduits du budget général des impôts. Ils serviront à allumer d'autres foyers de guerre.

Le rejet à la mer du corps expéditionnaire en Indochine, la victoire révolutionnaire du prolétariat indochinois, c'était l'épinelle de la libération de tous les peuples coloniaux. Le prolétariat français ne doit pas oublier que le 20 juillet, Molotov a pactisé avec le capitalisme international. La paix de Genève porte déjà ses fruits : la continuation de l'exploitation des ouvriers indochinois et les cris de victoire des leaders-traitres du mouvement ouvrier de ce pays ont tenté sous les colonnes du temple de la Finance.

La Bourse a accueilli avec chaleur les accords de Genève, cette bonne affaire pour le capitalisme. La lecture, ci-dessous, des différentes cotations de valeurs indochinoises dans l'euphorie « pacifique » de la semaine dernière, viendra nous le démontrer.

15 juil. 22 juil.

|                        | Banque Indochinoise | 8.540  | 8.600 |
|------------------------|---------------------|--------|-------|
| Cambridge              | 3.400               | 3.500  |       |
| Terres Rouges          | 3.600               | 3.685  |       |
| Mimot                  | 1.705               | 1.940  |       |
| Caoutch. Indochine     | 13.000              | 16.650 |       |
| Kompong-Thom           | 3.150               | 4.045  |       |
| Indochine Hévéas       | 3.785               | 4.860  |       |
| Kratie                 | 2.990               | 3.700  |       |
| Xuan-Lou               | 3.000               | 3.380  |       |
| Donaï                  | 5.500               | 6.000  |       |
| Caukhoi                | 480                 | 545    |       |
| Hts Plateaux Indoch.   | 10.500              | 11.300 |       |
| Phuoc-Hon              | 850                 | 985    |       |
| Mékong                 | 3.460               | 4.200  |       |
| Brasserie Indochine    | 24.350              | 24.200 |       |
| Distilleries Indochine | 27.000              | 29.250 |       |
| Sucreries Indochine    | 3.515               | 3.950  |       |
| Ciments Indochine      | 3.550               | 4.000  |       |
| Indochin. Allumettes   | 11.850              | 13.000 |       |
| Indochin. Cigarettes   | 6.000               | 6.600  |       |
| Eaux, Elect. Indochine | 5.950               | 6.750  |       |
| Indochin. Électricité  | 5.000               | 5.040  |       |
| Charbonnages Tonkin.   | 6.000               | 6.000  |       |
| Mes. Fluv. Cochinchine | 2.400               | 2.930  |       |

Aurions-nous besoin d'ajouter d'autres commentaires ?

La paix de Genève n'est pas notre paix, à nous, travailleurs.

N'en déplaise à tous les leaders-traitres du P.C.F. et de la C.G.T., dont nous signalons en particulier les clowneries des premiers à l'Assemblée nationale. Ceux-ci ont salué les mercenaires, les assassins du prolétariat indochinois, ainsi que les conviait Pierre Mendès-France sauveur du capitalisme français.

Par contre, les chasseurs de la « Philip-

pine Air Force » soutiennent l'action

des troupes gouvernementales en utilisant le napalm !

Les origines de la lutte

Les Hukbalahaps (contraction de trois mots signifiant : armée du peuple contre le Japon), sont connus plus couramment sous le nom de Hucks. Le mouvement Hukbalahap fut fondé le 29 mars 1942, pendant l'occupation japonaise, par des leaders d'extrême-gauche. Ses fondateurs furent : le communiste Crisanto Evangelista, le chef du parti socialiste Pedro Abad Santos, Capadocia, Balgos et Luis Taruc. Le Hukbalahap, créé à l'origine pour libérer le territoire de

Paul NETTIN.

(Suite page 2, col. 6)

parti dont nous parlerons plus loin. Mais auparavant, et pour en rester à ce pays, si nous récapitulons brièvement l'histoire du néo-fascisme depuis la fin de la dernière guerre ?

En 1944, pendant que les derniers miliciens (ces dingues qui y avaient cru et y croyaient jusqu'au bout) liquidaienr sur les foins parisiens leurs ultimes cartouches, les autres, les malins, ceux à qui un virage de 90° ne fait pas mal au cœur, ceux-là rangeaient leur chemise bleue et se trouvaient soudainement frappés d'amitié foudroyante, malade très à la mode cette année-là. On oubliait tout, discours et odes au Maréchal, le maçon-qui-chantait-sa-chanson, les participations aux frais de construction du « Musée de l'Atlantique » (déjà le mot), les assassinats de Juifs et Maquisards, qu'est-ce que ça voulait dire, P.P.F., G.M.R., B.R.P., tous furent résistants, la France était dans l'ensemble à gauche et le fascisme disparaît.

Au moins pour un an en tout cas, car après les référendums, élections, et autres consultations dites populaires, on vit timidement apparaître le premier parti « de droite », ça devait être en 1945 et il s'appelait Parti Républicain de la Liberté, vous rappelez-vous ? Oui, car aussi bizarre que cela puisse paraître, le M.R.P. était considéré à l'époque comme un parti de gauche et le Grand Charles itou, le P.R.L. fut donc le début du regroupement des

CHRISTIAN.

(1) LIB, n° 387.

(Suite page 2, col. 6)

**SOUSCRIVEZ !**

...C.C.P., R. Joulin, 5561.76 Paris.

Robert JOULIN.

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

## et LES LUTTES OUVRIÈRES

### Des accords de Genève aux accords de la Métallurgie Parisienne

ES représentants des syndicats patronaux avaient consenti au début de ce mois à reprendre les pourparlers avec les syndicats des travailleurs de la métallurgie parisienne. Le fait même que sans pression ou mouvements revendicatifs des métallurges parisiens, les représentants patronaux aient daigné reprendre le dialogue, est particulièrement significatif. Nos bons patrons de la métallurgie parisienne ont parfaitement compris que les concessions importantes consenties à Genève sur le dos du peuple vietnamien, qui correspondent bien à la nouvelle politique des bureaucratiques de Moscou, devaient en toute logique trouver prolongement en France et, en conséquence, ces concessions seraient donc possibles à obtenir sur le plan national par ceux-là mêmes qui, responsables de la grande C.G.T., avaient reçus des ordres pour être également conciliants sur le plan social ; puisque l'heure n'était pas à l'agitation révolutionnaire, mais à la conciliation avec la bourgeoisie française.

Bien sûr, ils ne sont pas tous nos bourgeois métallurgistes ; ils ont bien compris que le moment était venu de brusquer les choses, tout en ayant l'air de jeter du less. Cela fait trois semaines que nous discutons, ont-ils dit, c'est le moment où jamais de signer. Et la C.F.T.C., toujours bien conseillée par ses jésuites, s'est engagée la première à signer la convention, en laissant toutefois à la C.G.T. et à F.O. un délai pour réfléchir.

Et tout en ayant l'air de se faire forceer la main par la C.F.T.C., les représentants F.O.-C.G.T. et indépendants ont en dernière heure accepté de signer cette convention de la métallurgie parisienne, pour laquelle le patronat, après avoir jonglé avec les représentants ouvriers depuis plusieurs années, ne lâche aujourd'hui que des miettes de revendications, en ayant bien soin de faire remarquer : profitez-en, demain il sera trop tard.

Voici le communiqué des syndicats C.G.T.-F.O.-C.G.S.I. dans lequel ils reconnaissent qu'ils n'ont obtenu que des courants d'air, tout en se passant de la pommade (ils peuvent prendre leurs vacances après cet effort).

Grâce à leur accord et à leur lutte opiniâtre, il a été possible d'imposer des reculs aux patrons, et d'obtenir que des points précis figurent dans la convention collective. Ils considèrent comme important d'avoir obtenu un engagement des patrons pour la reprise des discussions en octobre sur les salaires et les gratifications.

Les gars de la métallurgie de la région parisienne ont bien compris : leurs représentants, après avoir combattu pied à pied avec le patronat (lutte serrée au prix de trois à quatre paquets de cigarettes de grillées par jour) ont obtenu des points précis.

Quant aux augmentations de salaires, on vous dit les gars que les patrons ont promis d'en discuter au mois d'octobre. Ils ont même promis d'examiner les salaires à partir de la deuxième semaine d'octobre.

La larme au coin de l'œil, nos syndicats ajoutent que cette convention est loin de les satisfaire, qu'ils restent toujours fermement attachés au programme minimum suivant : nouveaux salaires minimum garantis, 3 semaines de congés payés, nouveaux coefficients hiérarchiques, extension aux horaires des avantages accordés aux mensuels.

Ce programme, qui est vraiment minimum, comme ils disent, ils n'ont même pas pu l'imposer. Il est vrai qu'ayant écourté les métallurges par leur politique de balancement, ils ne peuvent plus sentir derrière eux la volonté combative de ces métallurges de la région

# 5<sup>me</sup> Conférence des Syndicats algériens

Nous pensons que ce rapport extra du journal « L'Algérie libre » du 25 juin, présente le plus haut intérêt. Remarquons au passage la structure différente des syndicats coloniaux, qui semblent méconnaître la bureaucratisation des directions confédérales comme en France, responsables du désarroi des défaillances, des trahisons des luttes ouvrières, ceci illustré par la grande grève d'août 1953...

Une large propagande est menée pour la préparation de la 5<sup>me</sup> Conférence Algérienne des Syndicats C.G.T.

Il faut dire qu'il n'y a qu'une partie des travailleurs d'Algérie qui suit de près cette préparation.

Si la presque totalité des ouvriers, des employés et des fonctionnaires européens sont organisés dans les syndicats, il n'en est pas de même pour les masses laborieuses musulmanes. Certes, dans les centres urbains et dans les mines, les travailleurs musulmans sont surtout organisés dans les syndicats C.G.T. Mais ces catégories ne constituent qu'une minorité par rapport à l'ensemble du prolétariat et sa classe ouvrière algérienne. Ainsi, des millions d'Algériens restent inorganisés.

Que des centaines de milliers d'ouvriers agricoles et des millions de sous-prolétaires de tous âges, vivant dans une oasis et dans un parasitisme forcé, soient en marge du mouvement syndical, c'est qu'il y a, à cela, une raison.

Pourquoi donc, en France par exemple, les ouvriers agricoles sont organisés comme toutes les autres couches

sociales et en Algérie ils ne le sont pas ?

La réponse est bien simple, c'est que les ouvriers agricoles français en s'organisant dans les syndicats C.G.T. ou autres, savent que ces organisations nationales défendent leurs intérêts.

Quant à l'ouvrier agricole algérien, il est loin d'avoir la conviction que les mouvements syndicaux qui existent dans son pays, sont réellement nationaux et traduisent ses véritables aspirations. Cela ne signifie pas qu'il leur est hostile et qu'il ne sait pas reconnaître les services qu'ils rendent à la cause des travailleurs.

Non ! Il ne s'agit pas de cela.

L'ouvrier agricole algérien, le khamas ainsi que la masse du sous-prolétariat, constituent les catégories sociales qui restent en dehors de toute organisation.

Pour ces masses algériennes qui ne disposent que de leurs bras, utilisés ou maintenus en dehors du cycle de la production, la réponse est claire : jusqu'à présent elles ne trouvaient pas dans les organisations syndicales existantes en Algérie, une force propre à la défense de leurs réels intérêts. Comment peuvent-elles avoir une autre opinion quand les faits ne cessent de le démontrer.

Et ceci crée pour les travailleurs la nécessité de faire sortir le syndicalisme algérien de cet impasse, pour en faire une force profondément enracinée dans le peuple, et qui, dans l'avenir social et national, devra jouer un rôle déterminant. Il est incontestable

que dans la conscience de chaque militaire algérien, comme dans celle de chaque syndicat, existe ce désir ardent de voir se réaliser un tel mouvement syndical pour défendre plus efficacement les intérêts de l'Algérie laborieuse et de contribuer largement au combat pour la liberté. Ils voudraient tous, résoudre cette question qui se pose à eux.

La solution qui s'impose, réside dans l'orientation à donner aux syndicats dans leur action pour la défense des intérêts de toutes les couches sociales du peuple algérien. Il faut organiser l'action revendicative des ouvriers agricoles. Il faut également organiser les milliers d'Algériens sans travail. Dans ce domaine, la question d'une redistribution de la terre par une réforme agraire doit être posée plus concrètement. Il faut également poser la question de la Fonction Publique en Algérie, du recrutement sur une base démocratique. Il faut aussi poser le problème de l'immigration des étrangers en Algérie. Car, n'est-ce pas un scandale de voir des dizaines de milliers d'étrangers venir en Algérie et y avoir une situation sociale des leur arrivée sans qu'il y ait une contrepartie quelconque pour les Algériens en Italie, en Espagne, à Malte, et même en France...

Mais toute cette action revendicative doit être axée sur la lutte pour la liberté.

A ceux qui répondent au militant syndicaliste algérien quand il pose le problème national : « Nous ne voulons pas de politique dans le syndicalisme », il est aisé de répondre que si cela est juste et valable dans les pays souverains, disposant d'une économie nationale et d'une législation sociale propres cela n'est pas pour les pays colonisés. Dans les pays dépendants, les problèmes se posent différemment que dans les pays libres. En effet, dans les premiers, l'exploitation sociale est doublée de l'oppression coloniale permettant à la nation dominante de favoriser le super-profit pour créer une classe privilégiée pour ses nationaux.

Ainsi, les misères, les injustices sociales sont plus grandes et plus flagrantes en Algérie qu'en France. C'est pourquoi l'action syndicale en Algérie ne doit pas être orientée essentiellement vers des revendications immédiates comme le concept élément européen pour lequel il ne se pose pas de problème national. Cette action doit partir de ce principe : primauté de la revendication nationale sur toutes les autres revendications. Ce serait une erreur de croire que le colonialisme français résoudra les problèmes sociaux en Algérie d'une manière équitable et dans l'intérêt du peuple algérien. Le maintien du pacte colonial avec toutes les obligations économiques qu'il impose et l'instabilité so-

ciale qu'il a créée et qu'il maintient systématiquement constitué, pour l'imperialisme, un élément fondamental pour sa domination. Ce n'est donc que dans le cadre d'une Algérie libre, qu'une véritable solution sera apportée à tous les problèmes sociaux.

Une telle orientation non seulement est souhaitable par tous les syndicalistes algériens, mais s'impose avec force.

Et s'ils conçoivent ainsi le problème, ce n'est point par hostilité quelconque à l'égard de la classe ouvrière française et de ses forces syndicales car l'Algérie ouvrière est loin de ne pas comprendre la force de l'internationalisme prolétarien sur lequel, d'ailleurs, elle n'a cessé de donner des preuves éclatantes de solidarité.

Mais le syndicalisme algérien, doit d'abord se créer sous son véritable visage, se libérer des obligations extra-algériennes qui lui sont imposées et se pénétrer des véritables aspirations nationales. Ce n'est que dans la mesure où il peut échapper à ces contraintes, en élaborant un programme d'action basé sur les réalités et les intérêts algériens qu'il pourra rallier sous sa bannière les larges masses algériennes qui, actuellement, lui échappent malgré l'exploitation et la domination coloniale.

### Les gros bonnets se « sucrent »

Messieurs les gros bonnets d'une très-vieille-et-très-honorable institution bancaire française (je ne voudrais pas nommer ici le Crédit Lyonnais) se sont dernièrement octroyés une prime annuelle de « participation », dont le montant exact n'a pas été divulgué. On sait seulement qu'il avoisine les dix millions de francs par tête. Ceci il est inutile de l'ajouter sans débats litigieux ni accroches-gueules.

Depuis plusieurs mois, ces mêmes gros bonnets refusent, catégoriquement d'octroyer la prime qu'un petit nombre d'employés conscients de leurs droits et plus courageux que les autres, ont l'audace de réclamer à grand renfort de tracts, de pétitions et de délibérations. Ceci sans débats litigieux ni accroches-gueules non plus.

Mais ça finira par se savoir chez les veaux et comme ceux qu'on exploite légalement, dans le désir d'assurer leur pitance quotidienne, n'osent plus parler et agir librement, n'osent plus être des hommes, ce seront les veaux qui feront rouler ces colosses aux pieds d'argile dans la poussière de leur ou pourri. CAR LES VEAUX SONT PLUS INTELLIGENTS QUE NOUS. ET C'EST DOMMAGE POUR LES HOMMES.

JEAN (Correspondant).

### LES HOTELIERS ? Des marchands de sommeil

L'exploitation des hôteliers est une des plaies sociales de notre époque, la plus sordide, une des plus inhumaines, dans le système mercantiliste du capitalisme.

En 1952, un jeune ménage, après bien des démarches et des pas inutiles, a réussi à trouver une minuscule pièce (3 m. 50 x 3), loyer 500 fr. par mois. Quel n'est pas son dépit de trouver une pièce dans un état lamentable; courrouxusement il se met au travail et réussit à faire de ce local sordide un endroit relativement propre et agréable ; tout cela à ses frais, bien entendu... Sur le point d'avoir un enfant, ce même ménage demande à la propriétaire de troquer son lit contre un divan, à sa charge bien sûr, de mettre le lit de la propriétaire dans un endroit propre, d'où il pourra, le cas échéant le reprendre et le remonter. N'est-ce pas stupéfiant d'entendre laideur de la propriétaire lui dire : « Je ne veux pas de ça chez moi ; si vous n'êtes pas content, allez ailleurs ».

Quel esprit odieux, quelle misère des temps, qui fait que ces aigrifins se permettent de tenir un tel langage, de tolérer et même sont encouragés par nos Pouvoirs publics, quand cessaera un tel scandale ?

Nous voulons des logements, nous payons assez cher et si des

peuple n'étaient pas gaspillés à des fins guerrières (armée, police), nous pourrions nous loger décentement.

Tant que subsistera le système capitaliste, le problème du logement et de l'existence (bien-être, loisirs) humaine ne sera pas résolu sainement.

Les bases d'une nouvelle société, par la révolution sociale, éclaireront et dirigeront le plein épaulement des travailleurs, c'est-à-dire dans le communisme libertaire.

Simon DUSSOULIE.

### Le prolétariat philippin vaincra les féodaux

(Suite de la première page)

l'occupation japonaise, devint rapidement un mouvement d'émancipation sociale. Les Japonais représentaient la tyrannie étrangère et les propriétaires fonciers la tyrannie nationale, qu'il convenait également de vaincre. Pendant la guerre, les Hucks se battirent avec acharnement. Après l'entrée des Américains aux Philippines, le brigadier général Decker, chef de l'état-major du général Krueger, déclara : « Les Hucks sont une des meilleures unités combattantes que j'ai connues » (ce qui n'empêche pas les Etats-Unis d'envoyer actuellement des armes pour écraser ces « rebelles »).

L'indépendance des Philippines amena les élections de 1946. Dans ces élections qui furent entièrement truquées, le représentant du parti libéral, Manuel Roxas (ancien ministre sans portefeuille dans le gouvernement de l'occupation japonaise), triompha du nationaliste Sergio Osmeña, qui était soutenu par les Hucks.

Situé au pouvoir, le nouveau président fit voter la loi d'amnistie en faveur des collaborateurs. Puis, par une suite de mesures policières, interdit aux députés élus par les Hucks le droit de siéger. Les dictateurs comptaien sur l'apathie du peuple, mais celui-ci montra sa volonté de garder ses droits, une guerre sociale s'ensuivit..., elle dure encore !

Presque inexistant au début, l'influence du parti communiste parmi les Hucks, grâce à l'envoi de « techniciens » de Moscou, s'élargit. Actuellement, les postes de commandes hucks sont en grande partie aux mains des membres du parti communiste.

Malgré la direction stalinienne du mouvement, la base, le peuple en armes ne se bat pas pour devenir un satellite de Moscou. Il lutte pour déraciner le régime féodal qui existe aux Philippines pour sortir de son esclavage.

### Souscription exceptionnelle

| JUIN            | X     | François M. ....      | 500   |
|-----------------|-------|-----------------------|-------|
| Prince .....    | 500   | Reveillas .....       | 500   |
| Ferré .....     | 3.000 | 5 institutrices ..... | 5.000 |
| Nettin .....    | 500   | Mulot .....           | 500   |
| Bourgeois ..... | 500   | Prince .....          | 500   |
|                 | X     | Pastre .....          | 1.000 |
|                 |       | Ducerf .....          | 500   |
|                 |       | Gpe Alfortville ..... | 5.000 |
|                 |       | Ferret .....          | 2.000 |
|                 |       | Bourgeois .....       | 500   |
|                 |       | Melet .....           | 500   |
|                 |       | Piccione .....        | 4.000 |
|                 |       | Calvarin .....        | 1.500 |
|                 |       | Deleuze .....         | 1.000 |

### Souscription permanente

|                   |       |                  |       |
|-------------------|-------|------------------|-------|
| F. (Boulog.)      | 1.000 | Leclerc .....    | 100   |
| X. ....           | 100   | Germinal .....   | 400   |
| U. ....           | 1.000 | A. H. ....       | 100   |
| Leclerc .....     | 100   | Un Anglais ..... | 100   |
| Vallet .....      | 200   | X. ....          | 75    |
| Martin .....      | 200   | Ramona .....     | 50    |
| M. M. ....        | 200   | Ferrec .....     | 500   |
| Arale .....       | 50    | X. ....          | 1.000 |
| Garin .....       | 100   | U. bagnard ..... | 200   |
| X. ....           | 100   | Leclerc .....    | 80    |
| U. ....           | 100   | Paris-XIX .....  | 700   |
| Leclerc .....     | 100   | Pelsen .....     | 400   |
| Rochery .....     | 1.000 | Leclerc .....    | 100   |
| Gpe Durutti ..... | 1.000 | Laveau .....     | 1.000 |
| Gpe Alfort .....  | 1.000 | Gpe Alfort ..... | 1.800 |
| X. ....           | 25    | X. ....          | 80    |
| Judlinger .....   | 30    | Nédelec .....    | 500   |
| X. ....           | 30    | Gaston .....     | 250   |
| Paris-XIX .....   | 200   | Fontaine .....   | 100   |
| Geo .....         | 500   | Fontaine .....   | 160   |

bourgeois pour certains, se créent une multitude de petits groupes et organisations d'un caractère plus nettement axé, tous se réclamant également de l'anticommunisme, chahutant les